

# Le jeu dangereux des présidentielles

Les commentateurs des sondages, pour la plupart, en sont certains : les Français sont majoritairement en faveur d'une alternance politique en 2012, mais, paradoxalement, ils ne sont toujours pas convaincus « que la gauche ferait mieux au pouvoir que la droite ». Du coup l'attention de nos compatriotes se focalise sur le choix de celui ou de celle qui deviendra en mai prochain le chef de l'État bien plus qu'elle ne porte sur la réalité du projet qui orientera la politique nationale de 2012 à 2017. « Chef de l'État », vraiment ? Mais oui car c'est bien un « chef » que le système constitutionnel nous invite implicitement aujourd'hui à désigner : la dérive *monarchique* (au sens originel du mot) des institutions est hélas désormais largement tolérée si ce n'est consensuelle et, de facto, notre démocratie n'est plus que faiblement parlementaire.

Au risque de nous répéter, rappelons que le président de la République n'est le « chef » ni des Français ni de l'État : la Loi fondamentale en précise de façon détaillée les fonctions, aucun mot ne lui confère une telle qualification. Et pourtant c'est à longueur de journée qu'elle est utilisée, sans qu'apparemment on se rende compte de son caractère pervers. Faut-il rappeler que le Maréchal-félon portait, lui, officiellement ce titre ? Oh, bien sûr, nul ne songe à donner aujourd'hui à cette dénomination le même contenu que naguère, au temps des Caudillos, des Führers, des grands Leaders et autres Guides suprêmes ! Il n'empêche : les mots ont leur poids, souvent insidieux, et contribuent à entretenir de regrettables ambiguïtés.

## « ÊTRE OU NE PAS ÊTRE » AU SECOND TOUR !

S'agissant du déroulement des élections à venir, il n'y a guère de mystère : chacun sait que seul(e) la candidate ou le candidat que désignera en fin de compte le parti socialiste est en mesure de l'emporter sur la droite. Encore faut-il pour cela qu'elle ou il soit présent(e) au second tour des présidentielles. Rares sont les politiques à tirer la sonnette d'alarme, comme le fait courageusement Daniel Cohn-Bendit. Si l'incontestable séduction exercée par Eva Joly, si la passion révolutionnaire de Jean-Luc Mélançon parviennent à mobiliser une fraction importante des électeurs de gauche, et si de surcroît un Jean-Pierre Chevènement met à exécution sa tentation récurrente d'être lui-même candidat, rien ne garantit que nous ne reviendrons pas à la plus que consternante situation de 2002, la gauche étant absente du second tour. Et cela dans des conditions encore plus dramatiques qu'à l'époque.

## DES « PRIMAIRES » CONTESTABLES

Dans ce contexte, la surprenante décision des socialistes d'organiser des « primaires » contribue, pour quelques semaines encore, à nous détourner de l'essentiel : le projet politique. Et, au demeurant, on voit bien qu'il y a plus que des nuances, s'agissant de l'interprétation du « programme socialiste », entre les candidats à la candidature... En l'occurrence, c'est moins ce « programme » en soi qui devrait préoccuper le parti socialiste et ses candidats que leur capacité d'en faire un instrument de dialogue avec les autres partis de gauche en vue du gouvernement du pays pendant les cinq ans du quinquennat à venir. Or cette question est hélas complètement occultée puisque le jeu prioritaire actuel consiste à choisir un champion et non à discuter des accords – et donc des indispensables compromis – à trouver pour réorienter fondamentalement, demain, un pays qui va vraiment mal.

On peut certes encore espérer qu'au-delà du choix par les socialistes, au mois d'octobre, de celle ou celui qui portera leurs couleurs la question cruciale d'un accord de gouvernement refera son apparition. Mais on n'ose plus croire à l'hypothèse d'une candidature unique de la gauche, qui serait pourtant la seule façon de lever à coup sûr le risque ci-dessus évoqué.

## IL N'EST PAS NÉCESSAIRE D'ESPÉRER POUR ENTREPRENDRE...

Pendant que les Français se laissent fasciner pour quelques mois encore par le jeu constitutionnel qu'ils ont majoritairement adopté, le monde continue à évoluer de façon parfois bouleversante. *Diasporiques/Cultures en mouvement* a salué dans son précédent numéro les révolutions tunisienne et égyptienne. Nous nous réjouissons maintenant de ce qui devrait être la fin du cauchemar libyen et nos pensées vont vers ceux qui continuent à lutter avec un indomptable courage contre des tyrannies impitoyables.

Modestement, mais avec détermination, nous engageons pour notre part, dans ce numéro de la revue, une réflexion approfondie sur le devenir du peuple palestinien. Deux articles lui sont consacrés : l'un concerne son histoire et souligne les convergences heureuses entre ce qu'en disent les historiens palestiniens et les nouveaux historiens israéliens ; l'autre porte sur ce que nous désignons comme un « double droit » des Palestiniens : celui de disposer d'un État reconnu par les Nations Unies mais *également* le droit à une existence non territoriale – *diasporique* pour tout dire – elle aussi internationalement reconnue. Et nous invitons bien sûr nos lecteurs à nous faire part de leurs réactions à la lecture de ces contributions à un débat aujourd'hui essentiel. ☉